

Lundi 19 novembre s'ouvre le procès de Mohamed Réda Ouharani, un djihadiste Français parti en Syrie en 2014. Renvoyé devant la Cour d'assises spécialement composée, Ouharani est soupçonné par la justice d'avoir participé à des projets d'attentats contre des cibles chiites au Liban puis en France durant l'été 2014. Ce dossier est le premier à impliquer directement Abu Muhammad al-Adnani, le porte-parole de l'Etat islamique (EI) tué en 2016.



PROTAGONISTES



Mohamed Réda Ouharani : Né à Oran, de nationalité française. 23 ans au moment des faits. Avant son départ en Syrie, il était employé dans la restauration rapide dans l'Essonne. Il aurait commencé à se radicaliser vers l'automne 2013, obnubilé par le conflit syrien et visionnant assidument les vidéos de propagande jihadiste. La pizzeria dans laquelle il travaillait était également fréquentée par Nassim Benyamina, décrit comme parlant « tout le temps de religion [aux employés] ». Benyamina est actuellement mis en examen pour son implication dans un projet d'attentat de l'EI en France piloté depuis la Syrie et déjoué en mars 2016.



Faiz Bouchrane : Nationalité française, origines comoriennes. 24 ans au moment des faits. Résidant à Trappes, il travaillait dans l'automobile et semblait impliqué dans la cause djihadiste avant même de rejoindre l'EI (il aurait servi d'intermédiaire pour transmettre des fonds à des combattants français au Levant). Avant son départ, il était en contact sur Facebook avec Tyler Vilus, un proche d'Abdelhamid Abaaoud membre de l'Aminyat (les services de renseignement de l'EI) qui lui a facilité le voyage.

FORMATION ET RECRUTEMENT EN SYRIE

Si les deux Français ne se connaissaient pas avant de quitter la France, leurs fiches de renseignement EI (« Daesh Leaks ») indiquent en revanche qu'ils entrent tous les deux le 4 mai 2014 en Syrie par la ville frontalière d'al-Ra'i. Contrairement à Bouchrane, Ouharani est arrivé au Levant sans « garant » au sein de l'EI, suscitant au départ de fortes suspicions qui finiront par être dissipées.

Après avoir transité quelque temps par une maison d'hôtes de l'EI à Jarablous, Ouharani, Bouchrane et le groupe de nouvelles recrues (dont d'autres Français) occupant la maison sont transférés à Raqqa. Ils y suivent une formation (écourtée) militaro-religieuse de quinze jours dans un camp dirigé par un instructeur jordanien de l'EI.

Si les « Daesh Leaks » montrent qu'ils voulaient initialement servir en tant que combattants en Syrie, les deux djihadistes finissent par faire savoir à leur émir jordanien, qui leur avait tant vanté les bénéfices du martyre, qu'ils sont volontaires pour un attentat « dans n'importe quel endroit choisi par le commandement [de l'EI] ».

Abou Shaheed, un cadre français de l'EI bien connu, les prend alors en charge et les informe de leur prochaine mission : une « opération martyre » contre les chiites au Liban. Un autre commanditaire leur précise les étapes à venir : une fois parti de Syrie, le duo communiquerait avec ses supérieurs via Skype et ce n'est qu'une fois arrivés à bon port qu'ils seraient informés de tous les détails de leur opération par un contact qui les reconnaîtrait grâce à leur photographie et au mot de passe « Pepsi ».

A Raqqa, Abou Shaheed accompagne les deux djihadistes pour y acheter des « vêtements occidentaux », des chaussures et se faire raser la barbe. Ils enregistrent également leur « testament vidéo », dans lequel Ouharani déclare en substance « qu'Allah lui avait offert la chance d'aller tuer des chiites au Liban ». Cette action est présentée comme une réponse à l'implication du Hezbollah dans le conflit syrien. Chacun des deux se voit également remettre 2.000 dollars et son passeport.

Avant leur départ, Ouharani et Bouchrane sont conduits par Abou Shaheed dans un bâtiment « secret défense, très sécurisé et surveillé » où les attend Abu Muhammad al-Adnani, l'un des plus hauts dignitaires de l'EI qui supervise notamment les opérations extérieures. Durant cette réunion, le Syrien leur explique que leur mission s'effectuerait très prochainement (des véhicules piégés étaient déjà prêts au Liban) et qu'ils devraient se comporter comme « des touristes non musulmans », leur autorisant même à boire de l'alcool si nécessaire.

ECHECS AU LIBAN

Le 10 juin 2014, après avoir été exfiltrés en Turquie, Ouharani et Bouchrane s'envolent pour Beyrouth, où ils descendent dans deux hôtels différents, comme convenu en Syrie avec leur hiérarchie. Le duo s'inscrit en réalité dans un réseau plus vaste dont l'objectif, validé en haut lieu, est une campagne de terreur visant la communauté chiite au pays du Cèdre. Dans cette affaire, la justice libanaise a ainsi inculpé une vingtaine de personnes. Mais la campagne planifiée par l'EI se solde rapidement par une série d'échecs.

Selon les autorités libanaises, la cheville ouvrière du réseau est un Libanais de 24 ans nommé Mundhir al-Hassan. Originaire de Bazbina au nord Liban, al-Hassan est le dernier d'une longue lignée familiale impliquée dans le djihad, aussi bien en Europe (projet d'attentat en Allemagne en 2006) qu'au Liban et en Syrie. Il apparaît comme le point de contact privilégié des opérationnels envoyés par l'EI pour frapper au Liban, se chargeant de leur fournir les ceintures d'explosifs, de les dépanner financièrement et de leur donner leurs ordres de mission.

Le 11 juin, Ouharani enregistre une série de messages d'adieu à sa famille dans lesquels il explique notamment que « Dieu le majestueux dit que celui qui fait un acte d'adoration comme celui-là (...) il rentrera [avec sa famille] au paradis ». Lors d'une conversation avec sa sœur, qui l'implore de rentrer en France, il lui répond qu'il ne peut « plus retourner en arrière ». Le lendemain pourtant, Ouharani quitte le Liban alors même qu'un rendez-vous était prévu avec un contact EI à Beyrouth et rentre au domicile familial à Créteil. Il justifiera l'abandon du projet à son contact EI par les nombreuses questions qui lui auraient été posées à l'hôtel.

Le 13 juin (lendemain du départ de Ouharani), Bouchrane rencontre al-Hassan qui lui explique qu'il doit changer d'hôtel. Al-Hassan ajoute qu'il lui donnera plus tard les détails de son « opération martyr » contre un rassemblement chiite. Le Français est ensuite contacté par Abu Shaheed qui l'informe que son opération est finalement annulée et qu'il doit quitter son hôtel. Cependant, les services de sécurité arrêtent Bouchrane le 20 juin.

Il semble que Ouharani et Bouchrane ne soient pas les seuls Français impliqués dans le réseau libanais. Tous les deux ont expliqué que, durant cette période, l'EI était particulièrement intéressé par les recrues françaises car leurs passeports leur permettaient de voyager sans éveiller les soupçons. En Syrie, Abou Shaheed avait également confié à Bouchrane que deux autres Français de l'EI visaient la communauté chiite au Liban à l'aide de véhicules piégés. Ces propos semblent en partie confirmés par l'implication dans le réseau d'un autre djihadiste français, Walid Hamam. Originaire de Trappes, Hamam devait aussi commettre un attentat suicide à Beyrouth (on ignore pourquoi l'attentat n'a pas eu lieu). Après son échec, Hamam poursuivra ses activités dans les opérations extérieures de l'EI, participant notamment aux projets d'attentats de Verviers et de Strasbourg-Marseille.

En plus des Français, l'EI avait également missionné deux Saoudiens, Ali al-Thuwaini et Abd al-Rahman al-Shunaifi, au Liban. Arrivé en Syrie en mars 2014, al-Shunaifi s'était formé dans un camp d'entraînement aux côtés d'al-Thuwaini, avant que les deux ne soient sélectionnés pour frapper au Liban. Comme les Français, les djihadistes se voient remettre de l'argent et sont exfiltrés à Istanbul pour finalement arriver à Beyrouth le 14 juin. Là encore, al-Hassan est à la manœuvre. En plus de la fourniture des ceintures explosives, c'est lui qui révèle aux Saoudiens qu'ils devront se faire exploser dans le restaurant al-Saha, dans la capitale libanaise. Le 25 juin, al-Thuwaini et al-Shunaifi sont alertés par leur point de contact libanais que Bouchrane a été arrêté mais il est trop tard : le jour même, une perquisition a lieu dans leur chambre d'hôtel. Al-Shunaifi est arrêté tandis qu'al-Thuwaini déclenche sa ceinture explosive. Le 20 juillet, al-Hassan est tué lors de son interpellation à Tripoli (Liban).

PROJET D'ATTENTAT EN FRANCE

Le jour même de son retour en France, Ouharani joint le même point de contact EI avec lequel il échangeait sur Skype au Liban. Il compte en effet sur lui pour avancer et lui fait savoir : « Aide moi pour revenir où j'étais ou si tu peux pas, donne-moi un contact en France urgent ».

Ouharani souhaite également qu'il transmette un message à sa hiérarchie au sein de l'EI : « dit à celui qui m'a envoyé que je peux travailler en France pour le moment ou lui chercher des amis ». Pour échanger plus discrètement, le djihadiste français se crée de nouvelles adresses mail, notamment depuis un taxiphone où il se rend le 26 juin avec le frère de la femme d'Abou Shaheed.

Le 14 juin, il ajoute en ami sur Facebook un djihadiste francophone déclarant être basé à Raqqa et comptant comme amis (Facebook) Tyler Vilus et Salah-Eddine Gourmat, un Français impliqué dans les opérations extérieures de l'EI. Durant la même période, il effectue également de nombreuses recherches internet, parmi lesquelles : « pack balistique (...) jumelles nocturnes (...) accessoires tir (...) caméra sport (GoPro, G-eyes) (...) attaque contre les juifs en Belgique ».

Le 27 juin, Ouharani consulte un forum chiite depuis lequel il se renseigne sur les adresses des lieux de culte chiïtes en région parisienne mais aussi sur le centre Zahra (aujourd'hui fermé) à Grande-Synthe, près de Dunkerque.

Au vu de ces recherches qui matérialisaient la préparation d'un attentat sur le sol français, les enquêteurs décident d'interpeller Ouharani à Créteil le 1^{er} juillet 2014.